

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 24/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BERICAP Eiffel**

1 Boulevard Eiffel  
BP 96  
21600 Longvic

Références : 2025-216  
Code AIOT : 0005402211

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement BERICAP Eiffel implanté 1, Boulevard Eiffel BP 96 21600 Longvic. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche-Comté a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération spécifique au cours du 1er semestre 2025.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockage des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP (classification, labelling and packaging).

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de fiches de données de sécurité (FDS) conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir tout risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions de stockage et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BERICAP Eiffel
- 1, Boulevard Eiffel BP 96 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005402211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

BERICAP est un site de fabrication de bouchons de bouteilles en plastique pour l'industrie agro-alimentaire. Il met en œuvre des procédés d'injection, d'assemblage et de décoration des bouchons.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 1

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	1 mois
4	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	Fiche de	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	données de sécurité (FDS)	article 49	
5	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/06/2020, article 5.1 de l'annexe 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté plusieurs non-conformités comme la présence de contenants de produits chimiques non étiquetés et des produits incompatibles entre eux stockés sur la même rétention.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Produits chimiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>AM du 4/10/2010 - Article 49 - Etat des matières stockées.</u></b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p><b><u>AM 9/04/2019 (rubrique 2565) - Article 8</u></b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p><b><u>AM 9/04/2019 (rubrique 2565) - Article 10</u></b></p> <p>« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. [...] »</p>
<b>Constats :</b>

L'exploitant a présenté la liste des produits dangereux stockés et utilisés sur son site au 4 avril 2025. Il a déclaré que cette liste répertorie tous les produits disposant d'une fiche de données de sécurité (FDS).

Les informations contenues sont : le nom du produit, le fournisseur, la description et la fonction du produit, l'utilisateur, le volume de conditionnement, le lieu de stockage, la quantité stockée recensée et la quantité maximale sur site.

L'exploitant a déclaré que ce document est disponible sur ses serveurs informatiques et accessible depuis les postes informatiques du site et des terminaux distants.

**Observation :**

**La liste présentée avant l'inspection ne détaille pas la nature du danger engendrée par les substances répertoriées ou la nature acide ou basique du produit.**

Le 11 avril 2025, l'exploitant a transmis une liste des produits dangereux stockés et utilisés sur son site mise à jour avec notamment l'élément suivant : pH du produit stocké et un code couleur selon la nature acide ou basique du produit.

L'exploitant a également présenté le « plan SDIS21 » qui représente l'ensemble du site avec, en particulier, la localisation des stockages de produits chimiques, désignés par des mentions comme « liquide inflammable », « huiles - acides », « Manodes » ou « solvants-encre » avec un pictogramme zone ATEX (atmosphère explosive) pour ce dernier lieu de stockage précis.

Le plan est affiché à l'entrée du site à l'attention des services de secours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Produits incompatibles associés à des rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25

**Thème(s) :** Actions régionales, Produits chimiques

**Prescription contrôlée :**

**AM du 4/10/2010 - article 25-II dernier alinéa**

« Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ».

**rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles**

Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers.

**Constats :**

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence d'une rétention sur laquelle sont stockés des bidons identifiés « eau + IGEPAL CO-630 » et des bidons contenant du « CORRSHIELD MD4100 » et du « CORRSHIELD MD4151 ».

La rétention sur laquelle sont entreposés ces produits est en métal. L'exploitant a expliqué qu'ils sont en attente d'enlèvement pour élimination.

La fiche de données de sécurité de l'IGEPAL CO-630 version 6.11 révisée le 23.01.2024 du fabricant Sigma-Aldrich indique à la rubrique 10.3 « Possibilité de réactions dangereuses : Possibilité de réactions violentes avec : [...] oxydants forts, réducteurs forts, acides forts et bases fortes ».

La fiche de données de sécurité fournie par l'exploitant du CORRSHIELD MD4100 indique à la rubrique 9 « pH (produit concentré) 12,8 » et à la rubrique 10.5 «Matières incompatibles : Acides. Agents oxydants forts. Agents oxydants. Métaux. Éviter tout contact avec les agents réducteurs, les huiles, les graisses, les acides et les produits organiques. ».

La fiche de données de sécurité fournie par l'exploitant du CORRSHIELD MD4151 indique à la rubrique 9 « pH (produit concentré) 12,9 » et à la rubrique 10.5 «Matières incompatibles : Acides. Agents oxydants forts. Agents oxydants. Métaux. ».

**Non conformité :**

**Le CORRSHIELD MD4100 et le CORRSHIELD MD4151, déclarés incompatibles avec les métaux, sont stockés sur une rétention en matériau métallique. Par ailleurs, la solution d'eau et d'IGEPAL CO-630, pouvant réagir violemment avec des bases fortes, est stockée sur la même rétention. Les CORRSHIELD MD4100 et le CORRSHIELD MD4151 (destinés à être éliminés et ne plus être utilisés) n'apparaissent pas sur la liste des produits stockés.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Actions régionales, Produits chimiques

**Prescription contrôlée :****Article 49 - arrêté ministériel du 04/10/2010**

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**AM du 9/04/2019 (rubrique 2565) - article 8**

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de

données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).  
[...]

**Règlement (CE) no 1907/2006 REACH\_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)**

« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

- a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,
- b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou
- c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »

**Règlement (CE) no 1907/2006 REACH\_ article 31.5 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)**

La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.

**Constats :**

L'inspection a consulté sur site les fiches de données de sécurité des produits suivants :

- IONOPLUS IME-MH, un fluide diélectrique utilisé pour l'usinage par électroérosion.
- P3 Manodès, un produit de nettoyage.

L'exploitant a expliqué que les fiches de données de sécurité sont disponibles sur ses serveurs informatiques et accessibles depuis les postes informatiques du site et des terminaux distants.

L'exploitant a rédigé une fiche de données de sécurité simplifiée à destination des opérateurs pour le P3 Manodes, qui est très utilisée en production, et qui est en cours de diffusion.

L'inspection a constaté que les bacs de rétention de produits chimiques sont identifiés avec la capacité de rétention et les familles de produits qu'ils peuvent accueillir.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 16/12/2008, article 17

**Thème(s) :** Actions régionales, Produits chimiques

**Prescription contrôlée :**

**Règlement européen n° 1272/2008 - CLP article 17 (obligation de l'étiquetage).**

« Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette [...] »

**Règlement (CE) no 1907/2006 REACH\_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)**

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;
- 3) composition/informations sur les composants ;
- 4) premiers secours ;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie ;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;
- 7) manipulation et stockage ;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ;
- 9) propriétés physiques et chimiques ;
- 10) stabilité et réactivité ;
- 11) informations toxicologiques ;
- 12) informations écologiques ;
- 13) considérations relatives à l'élimination ;
- 14) informations relatives au transport ;
- 15) informations relatives à la réglementation ;
- 16) autres informations.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'un bidon de mono-éthylène glycol n'était identifié que par un marquage manuscrit. Le bidon était entreposé parmi d'autres bidons de mono-éthylène glycol étiquetés conformément.

**Non conformité :**

Sur la même étagère de stockage de produit chimiques, l'inspection a constaté qu'un bidon identifié avec une étiquette de Manodes P3 contenait un liquide ressemblant à de l'huile. L'exploitant a confirmé qu'il s'agissait d'huile de lubrification qui a été transvasée dans un bidon de produit nettoyant.

**Non conformité :**

L'inspection a constaté qu'un fût sur rétention n'était pas étiqueté. L'exploitant a déclaré qu'il s'agissait d'un fût de IONOPLUS IME-MH en cours d'utilisation et que, compte tenu de la durée d'utilisation de ce fût, l'étiquette avait fini par se décoller.

L'inspection a constaté que les cartons contenant les bidons de P3 Manodès, liquide de nettoyage inflammable, ne comportent pas d'étiquetage mentionnant le danger associé au produit. Les cartons sont stockés fermés sur une rétention adaptée et dédiée.

**Observation :**

Bien que les cartons d'emballage ne soient pas étiquetés avec la mention de danger associée au produit, l'inspection invite l'exploitant à identifier ce danger sur le bac de rétention dédié au stockage du P3 Manodes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'assurera par une organisation appropriée que tout contenant de produit chimique utilisé sur site comporte bien un étiquetage avec les pictogrammes de sécurité conformément au



règlement européen n° 1272/2008 « CLP ».
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Mesures de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/06/2020, article 5.1 de l'annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Produits chimiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5. RUBRIQUE 5 - Mesures de lutte contre l'incendie  Cette rubrique de la fiche de données de sécurité décrit les exigences applicables à la lutte contre un incendie déclenché par la substance ou le mélange, ou survenant à proximité de ceux-ci.</p> <p>5.1. Moyens d'extinction  Moyens d'extinction appropriés :  Il y a lieu de fournir des informations sur les moyens d'extinction appropriés.  Moyens d'extinction inappropriés :  Il y a lieu de signaler les agents d'extinction qui ne seraient pas appropriés dans certains scénarios impliquant la substance ou le mélange (par exemple éviter les agents sous haute pression, qui pourraient entraîner la formation d'un mélange poussière-air potentiellement explosible).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les fiches de données de sécurité consultées pointent vers la nature inappropriée de l'extinction à l'aide d'un jet « bâton » à fort débit pour attaquer un feu qui se propagerait sur les produits concernés.</p> <p>L'exploitant a expliqué que tous les RIA sont équipés de diffuseurs concentriques pour éviter de pulvériser l'eau de façon à engendrer des réactions violentes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite